L'ABEILLE.

Journal d'Avis, du Matin et de la Première Municipalité

PAR J. BAYON.

NOUVELLE-ORLEANS.

MARDI MATIN, 18 DECEMBRE 1838.

La dernière représentation de Mr. Sciarra, équilibriste et gymnaste, qui était annoncée pour devoir avoir lieu ce soir 18, est remplacée jusqu'à jeudi prochain, 20 du courant, à la salle de bal de la Bourse St. Louis. Nous avons été témoin du exercices de Mr. Sciarra, et nous ne saurions trop recommander au public d'aller admirer les tours étonnants de cet équilibriste extraordinaire.

FAUX BILLETS EN CIRCULATION.

Il circule en ce moment à la Nouvelle-Orléans, un grand nombre de faux billets, qui ont déjà été répandus avec assez de succès. Un de ces billets que nous avons eu sous les yeux est ainsi conçu: The New-York Loan Company, *promise to pay to J. G. Coster, or bearer, at their banking house, in the City of New York, twenty dollars, in one year from date, with interest at 6 per cent per annum.*

New-York, March 27, 1838.

J. G. Vermeuren, Cashier. W. Lord, President.

Les chiffres 20 se trouvent gravés sur les deux coins à la droite du billet, 20 à gauche; puis sur le marge à gauche 100,000. Nous engageons le public, et surtout les négocians et marchands, à porter la plus grande attention sur les billets qui paraîtront leur être donnés. Il en existe aussi sous la forme de 50 et 85. Nous devons rester ajouter qu'il n'y a ni banque ni compagnie à New-York, qui a pour titre: " *The New-York Loan* Company.

PENNSYLVANIE.

Notre correspondant de Washington, dans l'une de ses dernières lettres, annonçait que le même état rétablit à Harrisburgh, il était dans l'erreur, et en avait n'est malheureusement pas fondé. Au départ du dernier courrier, la question des émeutes de Philadelphie était plus sérieuse que décidée, et nous craignons, que que l'inflation et, la dernière ne continuent tant qu'elle n'aura pas été réduite conformément aux lois. Le gouverneur Ritner, en faisant marcher la milice, fait un étalage bien inutile, et jusqu'à ce jour cette mesure n'a été d'aucun secours pour le rétablissement de la tranquillité; on peut même dire qu'elle a agi en sens contraire.

Il n'est tenu dans le comté de Bucks, une assemblée démocratique qui a nommé un comité de *cinq cents hommes*, chargé de se rendre à Harrisburg. Dans cette même assemblée on a adopté la résolution de lever un corps de 2,000 volontaires pour à se mettre en route sur premier signe. La gouverneur Ritner se flattera en vain de l'appui du peuple, tant qu'il aura entre lui le et la constitution.

Les volontaires fédéralistes de Philadelphie refusent eux-mêmes de faire feu sur leurs concitoyens, afin de garantir leur fraction des conséquences d'une coupable infraction des droits des citoyens. Le ton menaçant et arrogant du gouverneur dans sa proclamation et dans les mandats d'arrêt qu'il a dirigés contre plusieurs citoyens respectables, tendent à enflammer l'esprit public et à amener des événemens déplorables qui pourraient finir par verser le sang. Si dans une réunion tenue dernièrement entre les deux partis, et qui eut lieu dans les démocrates et les fédéraux, il n'avait été décidé que les deux partis, réunis, feraient cause commune contre les mesures arbitraires de l'Exécutif, et feraient tous leurs efforts pour éviter une effusion de sang, il serait encore bien plus difficile, pour ne pas dire absolument impossible d'effectuer un compromis ou une reconciliation. Ainsi, Pappel fait par le gouvernorat à la force armée est-il par cette raison très peu judicieux et mal adressé. Le peuple de l'Est ne restera pas simple spectateur; il ne laissera pas emmener ses concitoyens parceque ils s'opposent, par les seuls moyens qu'ils aient à leur disposition, à une infraction flagrante des lois fondamentales.

Toute cette affaire est d'une nature si étrange, que nous ne pouvons pas nous expliquer d'une manière satisfaisante la conduite du gouverneur, du secrétaire d'Etat et du parti fédéral dans la législature. Nous ne pouvons nous l'en rendre compte qu'en supposant qu'ils ont deux rôles différentes, qui ne sont point encore développés.

Mardi, 11 décembre, était le jour fixé par la loi pour l'ouverture et la publication des rapports officiels sur l'élection du Gouverneur et le vote sur les amendemens à la constitution. Les dispositions de la Constitution ne nous sont pas assez connues pour que nous puissions dire qu'elles sont les conséquences de l'omission d'un pareil devoir, le jour même qui est prescrit pour le fait. Il est très possible que Ritner ait eu le dessein d'entretenir la confusion dans l'assemblée générale jusqu'à ce que le jour fixé soit passé, afin de conserver l'exercice de en charge au-delà du terme constitutionnel. S'ils en ainsi, c'est certainement la tentative la plus audacieuse et la plus imprudente qu'il ait jamais été faite dans ce pays-ci, pour conserver le pouvoir à un parti en opposition au vœu du peuple légalement exprimé. Tous Américain, quelles que soient ses prédilections politiques, doit désirer qu'elle échoue, et quelle ceux qui y ont trempé en soient convenablement châtiés.

Quelques-uns des journaux fédéralistes insinuent clairement que loi ne permettra pas l'installation du général Porter, le nouveau gouverneur élu. S'ils tentent de s'y opposer par la force, il en résultera nécessairement une guerre civile, et Ritner s'exposera à toutes les peines et aux châtimens dus à la trahison.

Le dimanche 9, il circulait à Harrisburg mille bruits divers, et entr'autres on disait que les volontaires de Bucks s'avançaient sur la Capitole. Mais ce bruit était au moins prématuré.

Il est assez singulier de voir appliquer la dénomination de *rebelles* à ceux qui s'opposent à cette violation audacieuse des franchises électives. Elle convient bien mieux au gouverneur Ritner et à ses dignes conducteurs, car leur conduite est révolutionnaire et subversive de nos institutions libres.

CORRESPONDANCE DE L'ABEILLE.

LETTRE V

Washington, 11 décembre 1838.

La journée d'aujourd'hui a été féconde en événemens dans la Chambre des Représentans. Peu de temps après l'appel des pétitions, M. Atherton, de New Hampshire se leva et demanda permission de soumettre une série de résolutions dont voici la substance:

1o. Que le gouvernement n'a de sa nature que des pouvoirs limités, et quel'après la constitution, le Congrès n'a aucune espèce de juridiction, sur l'institution de l'esclavage dans les divers états de la confédération.

2o. Que toutes pétitions pour l'abolition de l'esclavage dans le district de Colombie et dans les territoires des Etats-Unis, et contre le transport d'esclaves d'un Etat à l'autre, font partie d'un plan d'opérations mis sur pied dans le but de porter atteinte à l'esclavage dans les différens Etats et de détruire ainsi indirectement cette institution dans l'enceinte respective de chaque état.

3o. Que le Congrès n'a pas le droit de faire indirectement ce qu'il ne peut pas faire directement et que la discussion de cette question dans le district de Colombie n'est autre chose qu'un moyen d'y parvenir.

4o. Que la constitution des Etats-Unis a pour fondement le principe général d'égalité entre les membres de la confédération; et

5o. Que toute tentative ayant pour but d'abolir l'esclavage dans le district ou dans les territoires tend à détruire les principes fondamentaux sur lesquels repose l'union des Etats, et est en dehors de la juridiction du Congrès et que toutes pétitions &c. à ce sujet seront déposées sur le bureau sans être ni imprimées, ni renvoyées.

Quoique ces résolutions soient pleines des sentimens républicains que dans toutes les occasions le Sud ne manque pas de manifester, croira-t-on cependant qu'elles ont été chaudement par M. Wise, ce champion du whiggisme ? M. Atherton demanda une suspension des règles, qui fut adoptée par 137 voix contre 66. Il demanda ensuite la question préalable, qui fut appuyée par 114 voix contre 107. La discussion retomba alors sur la première résolution et on eut recours à toute espèce de ruses et de détours pour en éloigner l'issue, telles que motions d'ajournement, questions d'ordre &c. sur lesquelles la Chambre vota par assis et levés jusqu'à ce qu'enfin les abayeurs fatigués et épuisés, ne savaient plus à quel expédient recourir

La Chambre vota alors sur la première résolution, qui fut adoptée par 198 voix contre 6. Les nombreux *tiers sont* Adams, Potts, Evans, Everett, Russell et Slade. Il est bon de remarquer que Mr. Wise, Stanley, Jenifer et Underwood, tous Whigs enragés ont protesté contre ce vote et ont demandé à être dispensés de voter.

Après l'adoption de la première résolution la chambre s'est ajournée. Après cela, il faut espérer que nous n'entendrons plus aucune d'abolitionnisme les gens de l'administration.

Dans le Sénat on a pris des résolutions pour s'enquérir de l'utilité de construire des, le long de l'embouchure du l'Ohio et au Mouth Shoals, de livrer des batteries malades ou infirmes et des voyageurs naviguant sur le *Mississipi*, l'Ohio et le Tennessee.

Après une courte séance exécutive, le Sénat s'est ajourné.

R.

CANADA.

L'insurrection canadienne tire à sa fin. Les insensés qui les premiers ont donné le signal de cette espèce trahison en sont aujourd'hui aux regrets, aux remords, et s'apprêtent à subir les châtimens que ne leur épargnera pas un gouvernement justement irrité. Quant aux nombreuses victimes, qui se sont laissées séduire et entraîner par les paroles et les promesses trompeuses de quelques inexpérimentés, elles n'ont dans les cachots les torts de leur ont attirés et attendent dans l'angoisse de l'incertitude que l'on prononce sur leur sort. Bon nombre de jeune Américains se trouvent sont gouvernement comprendra et leur position est d'autant plus pénible que, selon les paroles du président dans sa dernière proclamation, ils ne peuvent et ne doivent compter sur aucune espèce d'intervention en leur faveur, de la part de leur gouvernement, dont ils ont enfreint les lois, et méprisé les avis paternels.

On porte à six ou sept cents le nombre des personnes arrêtées. Parmi ces malheureux, il s'en trouve beaucoup que l'on s'accorde à croire innocents et qui n'ont été emprisonnées que sur des soupçons plus ou moins fondés et par suite de l'irritation qui régnait alors; d'autres, rédant à des suggestions perfides, sont tombés, sans le savoir, dans le piége qui leur était tendu et n'ont reconnu l'erreur que lorsqu'il était trop tard pour s'en retirer.

Quelque juste et fondé que soit le mécontentement du gouvernement anglais, il n'est pas permis de douter qu'il n'établisse une distinction de délits et de délinquans, et qu'il ne préfère la voie de l'indulgence à celle de la rigueur, dans tous les cas où il pourra en agir ainsi sans compromettre de nouveau la tranquillité de ces provinces et sans que l'on puisse se tromper sur le but de sa clémence.

L'Angleterre se trouve dans ce moment dans une position assez critique, du moins amicalement. Ses relations avec la Russie se remboursement, ses pouvoirs dans l'Inde sont menacées par une puissance qui n'est pas à dégaigner et par un souverain qui, sans avoir le génie de Napoléon, en a toute l'ambition. Si la guerre, qui paraît imminente, se déclare entre l'Angleterre et la Russie, la première aura besoin de toutes ses forces pour résister au colosse du nord et lui ôter, pour quelque temps du moins, l'envie et les moyens de l'inquiéter dans ses possessions de l'Inde, L'issue de cette lutte n'est guères douteuse, mais en outre nécessitera-t-elle de la part de l'Angleterre, l'emploi de toute sa puissance de terre et de mer.

Il est donc de l'intérêt et de la politique du gouvernement Anglais de pacifier au plus tôt ses provinces du Canada, d'y rétablir l'ordre, d'y affermir son autorité; et ce ne serait pas par des mesures acerbes qu'elle atteindrait ce but. Les échafaudés et les listes de proscription peuvent bien imprimer la terreur et répandre le silence de la mort, mais ils laissent dans les cœurs un ferment de haine et de vengeance, qui continue à germer et qui tôt ou tard produit de nouvelles explosions.

Déjà nous lisons avec plaisir dans des journaux du Nord, que le gouvernement Canadien a établi une commission d'enquête, chargée d'approfondir les causes et les degrés de la culpabilité des divers détenus. D'après le rapport de cette commission on renverra devant les tribunaux les principaux fauteurs de l'insurrection et il est plus que probable que par suite accordera pour les autres. Il est à croire que l'expérience leur aura rendus sages et qu'ils profiteront de la leçon sévère qu'ils ont déjà reçue.

Quoi qu'il soit resi de dire que l'insurrection en elle même est apaisée et éteinte, néanmoins tous les brouillons ne sont pas entre les mains de la justice et les journaux de Montréal parlent encore de bruits de soulèvement dans le Haut-Canada. On dit, entr'autres, que les révoltés ont fait de nouvelles incursions vers les extrémités de la partie occidentale, mais qu'ils ont été rudement chatiés par les Loyalistes.

On dit encore, sur la foi d'une lettre de Toronto qu'ils se sont emparés du bateau à vapeur américain *United States*, et que ce bateau a été envoyé quelque part pour y prendre une cargaison semblable à celle qui a été débarquée à Prescott, et que le bateau anglais Cobourg a été expédié à la poursuite du *United States* avec ordre de le couler à fond.

Dans une autre lettre reçue à Montréal, il est dit, que Bon a vu sur le bord américain vis-à-vis Amherstburgh, deux bateaux à vapeur et onze goélettes pleins d'hommes armés.

Une lettre de Londres (Canada) porte que le 32e régiment en garnison en cette ville, a reçu ordre de se rendre à Amherstburgh.

Le Journal de Sandwich (H. C.) parle de nouveaux mouvements dans le Michigan &c. Mais il est à présumer que les nouvelles de Prescott contribueront singulièrement à refroidir cette ardeur *patriotique*.

Nous tirons d'une lettre de Kingston (N. Y.) 3 décembre, les détails suivans sur la cour martiale de Prescott:

"Je viens de voir un Monsieur de Kingston, qui est parti de son endroit samedi passé 1er. décembre. La cour martiale est organisée et a commencé le procès des prisonniers.

Le colonel von Schultz s'est reconnu coupable, et a rouis à la cour une pièce dans laquelle il déduit les motifs qui l'ont engagé à se rendre en Canada &c. Dorcphie Abbey, et Daniel George, de ce comté ont été jugés et déclarés coupables. Il n'a été prouvé que Abbey était porteur d'une commission qu'il détruisit avant de se rendre; que George était payeur et ses comptes ont été trouvés sur lui, mais n'ont pas fourni la preuve qu'il eût porté les armes. Tous les prisonniers dans l'Inde sont menacées par une puissance qui n'est pas à dégaigner et par un souverain qui, sans avoir le génie de Napoléon, en a toute l'ambition. Si la guerre, qui paraît imminente, se déclare entre l'Angleterre et la Russie, la première aura besoin de toutes ses forces pour résister au colosse du nord et lui ôter, pour quelque temps du moins, l'envie et les moyens de l'inquiéter dans ses possessions de l'Inde, L'issue de cette lutte n'est guères douteuse, mais en outre nécessitera-t-elle de la part de l'Angleterre, l'emploi de toute sa puissance de terre et de mer.

Il est donc de l'intérêt et de la politique du gouvernement Anglais de pacifier au plus tôt ses provinces du Canada, d'y rétablir l'ordre, d'y affermir son autorité; et ce ne serait pas par des mesures acerbes qu'elle atteindrait ce but. Les échafaudés et les listes de proscription peuvent bien imprimer la terreur et répandre le silence de la mort, mais ils laissent dans les cœurs un ferment de haine et de vengeance, qui continue à germer et qui tôt ou tard produit de nouvelles explosions.

Déjà nous lisons avec plaisir dans des journaux du Nord, que le gouvernement Canadien a établi une commission d'enquête, chargée d'approfondir les causes et les degrés de la culpabilité des divers détenus. D'après le rapport de cette commission on renverra devant les tribunaux les principaux fauteurs de l'insurrection et il est plus que probable que par suite accordera pour les autres. Il est à croire que l'expérience leur aura rendus sages et qu'ils profiteront de la leçon sévère qu'ils ont déjà reçue.

Quoi qu'il soit resi de dire que l'insurrection en elle même est apaisée et éteinte, néanmoins tous les brouillons ne sont pas entre les mains de la justice et les journaux de Montréal parlent encore de bruits de soulèvement dans le Haut-Canada. On dit, entr'autres, que les révoltés ont fait de nouvelles incursions vers les extrémités de la partie occidentale, mais qu'ils ont été rudement chatiés par les Loyalistes.

On dit encore, sur la foi d'une lettre de Toronto qu'ils se sont emparés du bateau à vapeur américain *United States*, et que ce bateau a été envoyé quelque part pour y prendre une cargaison semblable à celle qui a été débarquée à Prescott, et que le bateau anglais Cobourg a été expédié à la poursuite du *United States* avec ordre de le couler à fond.

Dans une autre lettre reçue à Montréal, il est dit, que Bon a vu sur le bord américain vis-à-vis Amherstburgh, deux bateaux à vapeur et onze goélettes pleins d'hommes armés. ●

Une lettre de Londres (Canada) porte que le 32e régiment en garnison en cette ville, a reçu ordre de se rendre à Amherstburgh.

Le Journal de Sandwich (H. C.) parle de nouveaux mouvements dans le Michigan &c. Mais il est à présumer que les nouvelles de Prescott contribueront singulièrement à refroidir cette ardeur *patriotique*.

Nous tirons d'une lettre de Kingston (N. Y.) 3 décembre, les détails suivans sur la cour martiale de Prescott:

"Je viens de voir un Monsieur de Kingston, qui est parti de son endroit samedi passé 1er. décembre. La cour martiale est organisée et a commencé le procès des prisonniers.

Le colonel von Schultz s'est reconnu coupable, et a rouis à la cour une pièce dans laquelle il déduit les motifs qui l'ont engagé à se rendre en Canada &c. Dorcphie Abbey, et Daniel George, de ce comté ont été jugés et déclarés coupables. Il